

SOMMAIRE

Éditorial

Le journal Migrations Société est un journal de réflexion et de débat.

Articles

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

DES DÉBATS SUR LES MIGRATIONS ET LES QUOTIENNES

La question des quotas de visas : une approche comparative.

Les frontières de l'immigration : les enjeux de la régulation.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

Les migrations internationales en France : un bilan critique.

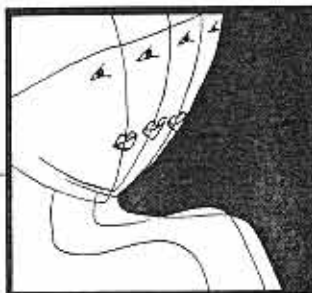
janvier - février 2008

Vol. 20 - n° 115

MIGRATIONS SOCIÉTÉ



MIGRATIONS SOCIÉTÉ



CIEMI

Les "logiques" migratoires dans la société portugaise contemporaine

Agriculture et migrations en Amérique latine

Vol. 20 - n° 115
janvier - février 2008



Le journal Migrations Société est un journal de réflexion et de débat. Il est dirigé par le Centre de Recherches Sociologiques et Démographiques de l'Université de Paris. Les abonnements sont disponibles auprès de la revue.

MIGRATIONS SOCIÉTÉ

Vol. XX, n° 115, janvier - février 2008
Revue bimestrielle du CIEM
publiée avec le concours
de l'ACSÉ,
du CCFD et de la Ville de Paris

l'acsé

Agence nationale pour
la cohésion sociale
et l'égalité des territoires



MAYRÉ DE PARIS

COMITÉ ÉDITORIAL

Lucas Marin (Directeur du CIEM),
Vincent Geisser (Directeur de la publication),
Pedro Viana (Rédacteur en chef),
Myrta Giovannella (Secrétaire de rédaction),
Christine Pelloquin, Lorenzo Francipe

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Dominique Baillet, Alain Boitegay, Manuel Boucher,
Saïd Bouzi, François Brun, Martine Cohen,
Catherine Delcroix, Moustapha Diop,
Yvan Gastaut, Nicolas Jouin, Françoise Lorcerie,
Pierre Martinot-Lagarde, Mirjana Morokvasic,
Bruno Quemada, Jean-Luc Richard, Isabelle Rigani,
Emmanuelle Santelli, Blandine Veilh, Lisa Vitturi,
Catherine Wihl de Wenden, Ahsène Zehraoui

Correspondants étrangers :

ROME : Centro Studi Emigrazione (CSER)
BAÏLE : Vereinigte Studienzentren für Auswanderungsfragen (CSERP)
BRUXELLES : Centre Bruxellois d'Action Interculturelle
LONDRES : Scalabrini Center
MADRID : Delegación Diocesana de Inmigrantes

CE NUMÉRO : 12 € (Étranger : 14 €)
46, rue de Montreuil - 75011 Paris
Tél. : 01.43.72.49.34 / Fax : 01.43.72.06.42
E-mails : ms@ciem.org
doc@ciem.org
contact@ciem.org

ABONNEMENTS

(Voir encadrés à la fin de ce numéro)

Les critiques insérées restent la propriété de MIGRATIONS SOCIÉTÉ, et toute reproduction, même partielle, nécessite au préalable l'autorisation de la Direction.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL :

Le rapport Attali et l'immigration :
illusoire contre-feux à Hortefeux *Vincent Geisser* 3

ARTICLE

Les "logiques" du racisme dans la
société portugaise contemporaine *João Filipe Marques* 11

DOSSIER : Agriculture et migrations en Amérique latine (coordonné par Sara Maria Lara Flores)

Le mouvement migratoire et les enclaves de
l'agriculture intensive en Amérique latine *Sara Maria Lara Flores* 39

Les travailleurs saisonniers dans les
espaces de production du nord de la
Patagonie : des migrations frontalières
aux mouvements internes de population *Mónica Isabel Bendini*
Norma Graciela Steimbregger 57

Mouvements de capitaux et de migrants
dans la Vallée du fleuve São Francisco
(Nordeste brésilien) : migrations, temps
de mondialisation *Josefa Salete Barbosa Cavalcanti* 77

Stratégies de reproduction des familles
boliviennes dans la Haute Vallée du
fleuve Negro (Patagonie argentine) *Ana Maria Ciarallo* 93

Espace et territorialité dans les migrations
rurales : un exemple mexicain *Sara Maria Lara Flores* 107

Migrants temporaires dans les usines de
canne à sucre de l'État brésilien de São Paulo
Maria Aparecida de Moraes Silva 125

Les journaliers indiens migrants et la
détérioration de l'environnement due à la
production de tabac dans l'État mexicain
de Nayarit *Horacio Mackinlay* 147

Migrations temporaires et complémentarité
des marchés du travail agro-industriels en
Argentine : le cas des empaqueteurs de
l'agro-industrie des agrumes dans la
province d'Entre Ríos *Nidia Tadeo*,
Paula Palacios 167

Entre la communauté et l'entreprise : les
ouvriers agricoles migrants dans la récolte
de l'okra dans l'État mexicain de Morelos
Kim Sánchez
Adriana Saldaña 183

Bibliographie sélective *Christine Pelloquin* 199

NOTES DE LECTURE

Face aux migrants : État de droit ou état de siège ? (de *Danièle Lochak*)

Nicolas Jouin 203

Variations sur la peau (de *Stéphane Hâas et Laurent Misery*)

Stéphanie Nam 207

DOCUMENTATION

Christine Pelloquin 211

ÉDITORIAL

LE RAPPORT ATTALI ET L'IMMIGRATION :
ILLUSOIRES CONTRE-FEUX À HORTEFEUX

Vincent GEISSER

« Finie l'époque du Nègre musclé belles dents, il veut du Noir diplômé intelligent. C'est ça le critère du nouveau négrier qui a le culot d'aller en Afrique l'expliquer ».

Extrait de la chanson "Sarkozy, un Hongrois chez les Gaulois", de Zédess, chanteur burkinabé, 2007 : <http://www.zedess.com>

La présentation officielle du *Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française*, dite "commission Attali" du nom de son président, Jacques Attali, a créé l'événement, suscitant même des mobilisations corporatistes (taxis, buralistes, artisans, coiffeurs...) et des réactions politiques et syndicales hostiles, sinon réservées et sceptiques. Le "rapport de la discordie", pourrait-on dire, dans un contexte politique déjà difficile pour le gouvernement et le président de la République, confrontés selon les sondages à une chute vertigineuse de leur popularité, l'état de grâce des premières semaines du *Sarkozy dream* touchant désormais à sa fin. Toutefois, dans ce concert de critiques corporatistes, politiques et syndicales, une petite note optimiste a pointé : à en croire les éditorialistes et les chroniqueurs, le rapport Attali renouerait avec la conception d'une France résolument ouverte sur le monde et un réalisme migratoire, ce qui le classerait dans un registre "progressiste", en dépit de sa vision "radicalement libérale" et anti-étatiste de la société française. En ce sens, le rapport Attali, par la "générosité" de ses propositions en matière d'immigration, ferait presque figure de contre-feu à la politique ultrasécuritaire du ministre Brice Hortefeux¹.

Le nationaliste carcéral face à l'humaniste libéral ?

1. Cf. HUET, Sophie, "Immigration : l'UMP réservée sur le rapport Attali", *Le Figaro* du 11-1-2006.



LE MOUVEMENT MIGRATOIRE ET LES ENCLAVES DE L'AGRICULTURE INTENSIVE EN AMÉRIQUE LATINE

Sara María LARA FLORES *

L'Amérique latine a une histoire migratoire séculaire, qui commence pendant la période de la Conquête et se poursuit après les indépendances des pays qui la constituent, avec les flux migratoires en provenance d'Europe et la déportation d'une population noire destinée à devenir esclave dans les plantations. Ce n'est toutefois qu'au milieu du XIX^e siècle et au début du XX^e que le sud du continent accueille, en grand nombre, des migrants européens appelés par les gouvernements latino-américains eux-mêmes, désireux qu'ils étaient d'étendre la maîtrise sur leurs territoires au moyen de la colonisation et, pour ce faire, de s'approvisionner en main-d'œuvre européenne. Il en fut ainsi notamment en Argentine, au Brésil et au Chili. Cette immigration se prolongera au-delà des années 50.

Ces courants migratoires proviennent de pays qui, dévastés par deux guerres mondiales, subissaient crise économique, inflation et instabilité politique alors que le Cône Sud, en pleine expansion, offrait la possibilité d'obtenir des revenus bien supérieurs à ceux que l'on pouvait espérer dans les pays européens. Ainsi, l'État argentin, par exemple, a fait installer des bureaux d'immigration en Espagne et en Italie chargés de recruter des migrants intéressés par le travail agricole afin de promouvoir une rapide croissance économique. On estime que, pendant cette période, la migration outre-Atlantique a concerné 7 millions de personnes qui ont quitté l'Europe pour bénéficier des avantages économiques offerts par le gouvernement de Buenos Aires¹. De même au Chili, divers gouvernements ont favorisé l'arrivée de migrants pour coloniser le sud du pays. Le Pérou, quant à lui, a fait venir de la main-d'œuvre chinoise pour travailler dans les plantations de

* Chercheuse, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexique. Contact : SaraIf@servidor.unam.mx

1. Cf. SOLIMANO, Andrés, "Globalización y migración internacional: la experiencia latinoamericana", *Revista de la CEPAL*, n° 80, agosto 2003, pp. 55-72. La CEPAL est la Commission économique pour l'Amérique latine.

canne à sucre et de coton, dans la construction des lignes de chemin de fer ou dans l'exploitation du guano. Un autre courant migratoire s'est formé depuis le Japon en direction du Pérou et du Brésil destiné aux activités agricoles et plus tard commerciales².

Selon Adela Pellegrino, cette politique migratoire s'explique par l'existence en Amérique et en Océanie de territoires faiblement peuplés qui commençaient à se constituer en États-nations³. Leur faiblesse démographique faisait contrepoids à la croissance de la population européenne qui entrait dans les premières phases de la transition démographique et connaissait une forte mobilité à l'échelle nationale et internationale.

Cependant, à la fin des années 20 et au cours des années 30, le mouvement migratoire international se ralentit et divers pays adoptent des lois destinées à limiter le nombre des migrants et à imposer des critères de sélection entachés de racisme et de xénophobie. Des courants restreints se maintiennent, intégrant des réfugiés pour des raisons politiques ou des victimes de discriminations ethniques. Après la Seconde Guerre mondiale, le continent américain accueille les dernières vagues migratoires en provenance d'Europe qui se dirigent surtout vers sa partie sud. C'est le début d'une nouvelle étape, caractérisée par le passage d'un modèle économique centré sur l'exportation des produits agricoles à un modèle basé sur la croissance industrielle qui déclenche le développement de migrations internes — de la campagne vers les villes surtout — accompagné d'une forte croissance démographique⁴.

Un survol des migrations latino-américaines depuis 1970

Les années 70 ouvrent, dans le sous-continent, une nouvelle phase marquée par des échanges de population à l'échelle régionale, mais aussi par des mouvements de départ à partir des pays sous régime dictatorial. Les inégalités à l'intérieur de la région provoquent des flux migratoires de nature économique depuis les pays moins développés vers ceux qui présentent des taux de croissance plus élevés. Dans ce contexte, c'est l'Argentine qui a accueilli le plus grand nombre de migrants originaires des pays limitrophes. Aux mouvements internes

2. *Ibidem*.

3. Cf. PELLEGRINO, Adela, *La migración internacional en América Latina y el Caribe : tendencias y perfiles de los migrantes*, Santiago de Chile : CEPAL, 2003, 41 p.

4. *Ibidem*.

induits par l'urbanisation viennent se greffer les migrations de Paraguayens, de Chiliens, de Boliviens, de Péruviens et d'Uruguayens attirés par de meilleures conditions salariales. Elles sont aussi encouragées par l'existence de communautés de migrants dans les zones agricoles ou autour d'activités diverses comme l'industrie, le bâtiment, le commerce et les services, des secteurs dynamisés par le processus d'urbanisation⁵.

Le boom pétrolier oriente des flux importants vers le Venezuela, où les différences salariales, l'existence de réseaux sociaux et une plus grande stabilité exercent une forte attraction notamment sur les Colombiens frappés par une situation de violence endémique. Selon les données du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 600 000 Colombiens ont émigré vers les pays limitrophes en 1990, contre 700 000 en 2000, la majorité d'entre eux étant partis au Venezuela, et dans une moindre mesure en Équateur et au Panama.

En Amérique centrale, ceux qui quittent le Nicaragua, le Honduras et le Salvador pour se diriger vers le Costa Rica ou le Mexique sont particulièrement nombreux. Ce dernier pays entretient une relation historique avec le Guatemala pour des raisons de proximité géographique et culturelle. Partageant langue, traditions et territoires ancestraux, divisés par une frontière qui eut longtemps un simple caractère administratif, des groupes d'Indiens ont développé une forte mobilité régionale, qui s'explique aussi par la demande, depuis le XIX^e siècle, des plantations de café du Chiapas.

Dès le milieu du XX^e siècle, des migrants latino-américains prennent la direction des pays développés, surtout des Mexicains qui entrent aux États-Unis dans le cadre du *Plan Bracero* entre 1940 et 1964⁶. Mais au cours des dernières décennies, le processus migratoire suit un rythme accéléré, la population latino-américaine vivant aux États-Unis, formée en majorité de Mexicains, ayant été multipliée par sept entre 1970 et 2000⁷.

5. Cf. COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, *Migración internacional. Internacional migration*, Santiago de Chile : CEPAL, abril 2006, 199 p., serie "Observatorio Demográfico América Latina y el Caribe", año 1.

6. La migration mexicaine vers les États-Unis a été importante dès la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Elle s'intégrait aux activités agricoles ou à la construction de voies ferrées. Durant cette période, les bureaux de "recrutement" ont joué un rôle important. Le *Plan Bracero*, comme on l'a appelé, a permis de régulariser des migrants qui eurent une fonction particulièrement importante pour l'agriculture nord-américaine. Voir DURAND, Jorge ; ARIAS, Patricia, *La experiencia migrante. Iconografía de la migración México-Estados Unidos*, Jalisco : Ed. Altetexto, 2000, 202 p.

7. Cf. CONSEJO NACIONAL DE POBLACIÓN, *La nueva era de las migraciones. Características de la migración internacional en México*, México : Secretaría de Gobernación, CONAPO, 2004, 110 p.

La proximité du Mexique et des États-Unis, les fortes différences économiques entre les deux pays, une frontière de plus de 4 000 kilomètres, l'annexion jadis d'une partie du territoire mexicain par son voisin du Nord, enfin, une longue histoire plutôt conflictuelle de relations économiques, politiques et sociales sont autant de facteurs qui expliquent le nombre plus important de migrants mexicains aux États-Unis. Les résidents mexicains étaient au nombre de 878 680 en 1970, contre 9 325 452 en 2000⁸. Avec l'accroissement du nombre de migrants en situation irrégulière, on considère que le nombre de Mexicains vivant aux États-Unis se situerait entre 12 et 17 millions selon les sources. Ils sont suivis en importance numérique par les Cubains et les Colombiens, auxquels vient s'ajouter le flux plus récent de nombreux Centraméricains en provenance du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, ou encore de la République dominicaine.

Parallèlement, de nouveaux mouvements migratoires se développent vers divers pays européens. La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) estime que si dans les années 90 la majorité des migrants a eu pour destination les États-Unis, où ils constituent la première minorité, l'Europe a vu croître, à cette même époque et au début des années 2000, les flux des Latino-Américains incités à la mobilité par une demande croissante de travailleurs et l'apparition de réseaux sociaux dans ces pays⁹. Ces flux se dirigent surtout vers l'Espagne, le Japon et le Canada, mais aussi vers l'Italie, la France, les Pays-Bas et le Portugal. Notons que l'Australie et Israël constituent des lieux privilégiés de destination pour les Argentins et les Chiliens.

Dans le cas du Pérou, le mouvement d'émigration se déclenche au cours des années 80 et 90 en raison des conditions politiques que vit ce pays, mais il s'accroît dans les années récentes en direction de l'Espagne, de l'Italie et du Japon, ce dernier accueillant les descendants de Japonais vivant au Pérou et au Brésil depuis le milieu du XIX^e siècle en les intégrant surtout dans des activités peu qualifiées. Les conditions économiques de l'Équateur, où s'aggravent la pauvreté et les inégalités sociales, font croître le nombre des sorties du pays, vers les États-Unis en tout premier lieu, où le nombre d'Équatoriens était estimé à 800 000 en

8. *Ibidem*.9. Cf. COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, *Migración Internacional*, op. cit.

2000. Depuis 1995, cependant, ils s'orientent davantage vers l'Union européenne et surtout vers l'Espagne, où se trouveraient 55 % d'entre eux¹⁰.

En raison de ses implications politiques et sociales, on s'est avant tout intéressé à cette migration massive vers les pays développés. Néanmoins, d'importants mouvements migratoires se poursuivent à l'intérieur même de l'Amérique latine. Selon les données de la CEPAL, en 2000, 60 % des migrants enregistrés en Amérique latine étaient originaires de la région elle-même, représentant, en volume accumulé cette année-là, près de 3 millions de personnes¹¹. Par ailleurs, des indices montrent l'apparition de formes alternatives à la migration circulaire ou temporaire, qui présuppose la réversibilité du mouvement.

La plupart de ces migrants se déplacent entre les divers pays latino-américains en quête d'un travail, même si certains mouvements s'expliquent par la violence intérieure, comme ceux qui s'opèrent à partir de la Colombie — vers le Venezuela et l'Équateur surtout — ou à partir de pays centraméricains tels que le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua vers le Mexique et le Costa Rica. Ce sont l'Argentine et le Venezuela qui ont surtout attiré les migrations de travail.

Pour certains spécialistes de la question, les personnes les plus qualifiées préfèrent quitter l'Amérique latine, alors que celles qui ont un bas niveau de scolarisation composent majoritairement les mouvements intrarégionaux¹². Pourtant, ces données sont controversées car certains chercheurs montrent que la part des migrants ayant fait 12 années d'études et plus et qui se déplacent à l'intérieur de l'Amérique latine varie beaucoup selon les pays d'accueil, mais aussi selon la nature du secteur d'activité qui les intègre.

Le Venezuela maintient son pouvoir d'attraction sur la région andine, la Colombie et le Pérou notamment. Au cours des dernières décennies, l'Argentine a accueilli des migrants en provenance du Paraguay, de la Bolivie et du Chili, et plus récemment du Pérou, pour les intégrer dans divers secteurs d'activité : agriculture, industrie, bâtiment, commerce et services. Cependant la situation a changé à la suite des difficultés

10. Cf. PEDONE, Claudia, *Estrategias migratorias y poder. Tú siempre jales a los tuyos*, Quito : Ediciones ABYA-YALA, 2006, 432 p.11. Cf. COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, *Migración Internacional*, op. cit., p. 21.12. Cf. VILLA, Miguel ; MARTÍNEZ, Jorge, "Tendencias y patrones migratorios en las Américas", in : CENTRO LATINOAMERICANO Y CARIBEÑO DE DEMOGRAFÍA, *La migración Internacional y el desarrollo en las Américas*, Seminarios y conferencias, CELADE, serie n° 15, 2002, cité dans COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, *Migración Internacional*, op. cit.

économiques affrontées récemment par l'Argentine et des variations dans les conditions économiques, politiques et sociales de pays comme le Chili. Ce dernier, qui était une zone de départ, est devenu un pôle d'attraction, en particulier pour les Péruviens. En effet, depuis les années 90 et grâce à sa stabilité économique et politique, le Chili attire une importante immigration, la plus importante qu'il ait jamais connue dans son histoire récente, composée principalement de Péruviens et d'Équatoriens, en majorité des femmes qui travaillent dans les services domestiques et dans le secteur de la santé. Il s'agit là d'un choix qui s'ouvre à tous ceux qui n'ont pas les moyens de quitter la région latino-américaine.

Par ailleurs, les enclaves agricoles ont toujours joué dans l'histoire de l'Amérique latine un rôle important comme pôles d'attraction pour la migration intrarégionale. La mondialisation de l'agriculture et l'émergence de nouvelles régions ou de nouveaux produits agricoles redynamisent leur fonction historique. C'est ainsi qu'apparaissent des marchés spécialisés en produits alimentaires avec une haute valeur ajoutée. Ce genre de cultures, qu'elles soient exotiques, organiques, hors saison, ayant une appellation d'origine contrôlée, etc., exige une main-d'œuvre importante, ce qui suscite des mouvements migratoires internes ou internationaux¹³.

L'émergence de territoires destinés à l'agriculture intensive en Amérique latine

Selon Martine Dirven, entre 1990 et 2005, l'agriculture a présenté en Amérique latine un taux de valeur ajoutée de 3,2 % par an, contre 2 % dans les années 80, en même temps que la productivité de la main-d'œuvre et les rendements augmentaient eux aussi¹⁴. Néanmoins,

13. Cf. BENDINI, Mónica ; STEIMBREGER, Norma, *Territorios y organización social de la agricultura*, Buenos Aires : Ed. La Colmena, 2003, 164 p. ; BENDINI, Mónica ; STEIMBREGER, Norma, "Empresas globales y estrategias empresariales en el sistema agroalimentario de fruta fresca", *Revista Interdisciplinaria de Estudios Agrarios* (Buenos Aires), n° 17, 2^e semestre 2002, pp. 37-63 ; BENDINI, Mónica ; CAVALCANTI, Josefa Salete Barbosa ; LARA FLORES, Sara María, "Una mirada sobre el campo de la sociología rural en América Latina", in : GARZA, Enrique de la (coordinadores), *Tratado latinoamericano de sociología*, México : Ed. Anthropos - Universidad Autónoma Metropolitana/Iztapalapa, 2006, pp. 247-268 ; CAVALCANTI, Josefa Salete Barbosa, "Frutas para o mercado global", *Estudios Avanzados de Universidade de São Paulo*, vol. 11, n° 29, janeiro-abril 1997, pp. 79-93 ; LARA FLORES, Sara María, *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura*, México : Procu-reduría Agraria - Juan Pablo Edilior, 1998, 302 p.

14. Cf. DIRVEN, Martine, "Principales tendencias del desarrollo agrario : la tensión entre las variables macro y los ingresos de los agentes", *Seminario de expertos sobre el boom agrícola y persistencia de la pobreza rural*, Santiago de Chile : FAO-FODEPAL, novembre 2007, 31 p.

la balance commerciale agricole de 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes présente un solde négatif, bien qu'il soit positif pour la région dans son ensemble. Dans la plupart des pays, selon cette auteure, on note également une amélioration de l'insertion internationale des produits dont le dynamisme commercial est en croissance. L'agriculture latino-américaine réalise de bonnes performances puisqu'elle présente des taux de croissance positifs, mais il n'en va pas de même pour les agriculteurs — les petits producteurs notamment — qui ont une part de marché limitée et sont peu concernés par l'exportation, le commerce de gros (essentiellement les supermarchés) ou par l'agro-industrie qui ne peut tirer avantage de leurs produits. M. Dirven caractérise ainsi le comportement du secteur agricole en Amérique latine :

— concentration de l'activité sur un nombre limité de produits dépendant, pour leur dynamique, des marchés extérieurs ;

— présence d'un nombre significatif d'unités de production qui ne sont que partiellement liées aux marchés ;

— modernisation de la seule partie du secteur agricole qui a atteint les niveaux de rendement fixés par les normes internationales ;

— taux de pauvreté plus élevé dans les campagnes que dans les villes, malgré l'importance des flux migratoires en direction des villes et/ou de l'étranger constitués de ruraux pauvres.

Notre dossier

Diverses contributions du présent dossier soulignent l'importance prise par la culture de produits destinés à l'exportation, à la vente pour des marchés sélectifs ou à l'agro-industrie ainsi que son impact sur l'emploi agricole, la réorganisation territoriale et la mobilité des travailleurs.

Les contributions de Mónica Isabel Bendini et Norma Graciela Steimbregger, d'Ana María Ciarallo ou celle de Nidia Tadeo et Paula Palacios, qui concernent les régions de la Haute Vallée du fleuve Negro, la Moyenne Vallée et la province d'Entre Ríos en Argentine, insistent sur l'importance que prennent l'horticulture, la production d'agrumes et de fruits à pépins (poires et pommes), au détriment des cultures et des activités traditionnelles, l'élevage et la production de fourrage notamment. Dans sa recherche, Josefa Salete Barbosa

Cavalcanti analyse les transformations de la Vallée du fleuve São Francisco, un territoire irrigué situé entre les États brésiliens de Pernambuco et de Bahia, spécialisé dans la culture de fruits tels que la mangue et le raisin, ainsi que celles de la Vallée de l'Açu-Mossoró, dans l'État de Rio Grande do Norte, où l'on se consacre à la production du melon. La contribution de Kim Sánchez et Adriana Saldaña montre comment une région centrale du Mexique, dans l'État de Morelos, caractérisée par la petite horticulture, se retrouve dynamisée par une entreprise transnationale axée sur la production du gombo dit *okra* ou *angu*¹⁵ — un légume uniquement d'exportation car "exotique" pour les Mexicains — destiné à la consommation d'une minorité afro-américaine des États-Unis. Nous-même nous étudions les changements survenus dans l'organisation territoriale et provoqués par l'expansion et la restructuration des entreprises localisées dans les vallées mexicaines des États de Sinaloa, de Sonora et de la Basse-Californie, qui exportent des produits maraîchers.

Deux autres contributions portent sur les conditions de travail et la mobilité qu'elles engendrent dans deux pôles agro-industriels, l'un situé dans l'État brésilien de São Paulo, où l'on cultive la canne à sucre pour la production d'éthanol (Maria Aparecida de Moraes Silva), l'autre sur la côte du Nayarit, dans le nord-ouest du Mexique, qui se penche sur la production de tabac dominée par deux multinationales (Horacio Mackinlay).

L'ensemble de ces textes met l'accent sur le processus de concentration et de centralisation de la production agricole ainsi que sur les pertes de la petite production paysanne, la baisse de compétitivité des petits producteurs face aux grandes entreprises et/ou à la grande distribution qui contrôlent les complexes agricoles, provoquant la reconversion, le démantèlement et parfois la disparition d'une grande partie des unités de production, surtout celles de petite taille qui n'arrivent pas à répondre aux exigences de qualité définies par les normes internationales pour les marchés mondiaux. Ce type de production, en effet, qui nécessite une haute technologie, demande des investissements élevés en capital.

Chacune des contributions met en évidence l'absence d'aides de la part de l'État en faveur de la petite production paysanne et, par

15. Il s'agit de l'*Abelmoschus esculentus*, ngombo en bantou, appelé *gombo* ou *gombesud* en français (asperge des pauvres aux Antilles). À ne pas confondre avec un plat brésilien — *angu* — qui n'a aucun rapport avec le gombo qui porta le nom de *quelabo* au Brésil. Au Mexique on l'appelle aussi *okra* [NDLR].

contraste, le soutien officiel, les subventions et les aides financières et fiscales accordés aux grandes exploitations, une politique qui facilite l'émergence de nouvelles régions intégrées au marché mondialisé. Le cas de la Vallée du fleuve São Francisco analysé par Josefa Salete Barbosa Cavalcanti en est une bonne illustration. Ainsi, les territoires s'organisent et se réorganisent en fonction d'une demande soumise aux normes de qualité définies par ces marchés globalisés. Ce type d'agriculture, en quête de compétitivité, développe des formes de production non renouvelables et est préjudiciable non seulement à l'environnement, mais aussi aux ressources humaines, comme le montrent les textes de Maria Aparecida de Moraes Silva et d'Horacio Mackinlay. Une telle forme d'agriculture requiert une importante main-d'œuvre saisonnière, que ne peut satisfaire la population locale, et engendre de ce fait divers mouvements de travailleurs en provenance de l'intérieur ou de l'extérieur de la région concernée.

J. S. Barbosa Cavalcanti analyse dans sa contribution la mobilité du capital qui circule librement vers les nouvelles régions de production destinées aux marchés mondialisés, imposant aux travailleurs, en majorité des migrants originaires des zones les plus pauvres, un niveau d'exploitation accrue. Elle met l'accent sur les nouvelles modalités de contrôle des travailleurs induites par le besoin d'une certification attestant la traçabilité des produits, ce qui permet de faire le constat des responsabilités individuelles en cas de défauts détectés sur les marchandises. J. S. Barbosa Cavalcanti souligne également la présence de nouveaux migrants en provenance des pays développés qui viennent occuper des postes qualifiés dans le domaine de la transformation industrielle des produits agricoles ou des emplois indirects créés par ce type d'agriculture (services bancaires, hôtels, écoles professionnelles, consultants, etc.).

Cette mobilité du capital et du travail sous ses différentes formes, suscitée par l'agriculture intensive, est difficilement traduite par des statistiques fiables en raison du caractère saisonnier d'une part importante de l'emploi créé ou des formes illégales que revêtent souvent les passages de frontière.

Tendances des migrations actuelles vers les régions agricoles de l'Amérique latine

D'après les statistiques de la CEPAL, le nombre de migrants installés en Argentine et au Brésil a diminué ces dernières décennies¹⁶. Ainsi, en Argentine on recensait 1 517 904 personnes nées à l'étranger en 2001, contre 2 540 226 en 1960, la majorité des immigrants actuels étant originaires du Paraguay, de la Bolivie, de l'Uruguay et du Pérou. Le Brésil, quant à lui, avait enregistré 1 252 467 migrants étrangers en 1960 contre 683 830 en 2001, originaires pour la plupart de l'Argentine, du Paraguay, de la Bolivie et du Chili.

Dans d'autres pays cette tendance est inversée. Ainsi, le Venezuela a vu doubler la part de sa population née à l'étranger de parents étrangers, celle-ci passant de 582 560 personnes en 1971 à 1 014 340 en 2001, dont une majorité de Colombiens, et dans une bien moindre mesure d'Équatoriens et de Péruviens. Le Chili, nous l'avons dit, est devenu un pays d'accueil : en 1970, il comptait 88 881 personnes originaires d'un autre pays, contre 187 008 en 2002, la majorité d'entre elles provenant de l'Argentine, du Pérou, de la Bolivie et de l'Équateur. Au Mexique également, la population étrangère — en provenance surtout d'Amérique centrale — a été multipliée par 2,5, passant de 191 159 personnes en 1970 à 492 248 en 2000.

Ces migrants rejoignent plutôt les secteurs économiques les plus dynamiques, les services et le commerce, par exemple ; néanmoins, une partie d'entre eux s'oriente vers l'agriculture. En Équateur, 22,5 % des migrants occupent des emplois agricoles, et la majorité d'entre eux sont des hommes, originaires de Bolivie et d'autres pays frontaliers. Au Costa Rica, ce pourcentage est de 20 % ; il s'agit également d'une migration nettement masculine en provenance surtout du Nicaragua. Au Mexique, le taux de migrants qui s'intègrent à l'agriculture ne dépasse pas les 10 %, mais il s'agit d'une migration mixte, provenant en grande partie du Guatemala ; un pourcentage similaire correspond à un courant venu des États-Unis, constitué peut-être d'enfants de Mexicains, nés là-bas, qui retournent dans le pays de leurs parents et/ou de ceux qui occupent dans le secteur agricole des postes qualifiés de techniciens, de directeurs, de commerciaux, etc.¹⁷

16. Cf. COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, *Migración internacional*, op. cit.
17. *Ibidem*.

En ce qui concerne l'Argentine, 8 % des migrants travaillent dans des activités agricoles ; la majorité d'entre eux sont des hommes originaires de la Bolivie (42 %), du Chili (20 %) et du Paraguay (10 %). Au Brésil, ils sont 5 % à occuper des emplois liés à l'agriculture, mais il est clair que dans leur cas il s'agit moins de migrations transfrontalières de travailleurs agricoles que d'un personnel qualifié originaire du Japon, de l'Italie, du Portugal, du Liban, des États-Unis et d'autres pays développés, un personnel qui exerce des emplois de haut niveau à la direction des entreprises ou à des postes exigeant un diplôme universitaire. Au Brésil comme au Mexique, les mouvements de population vers le secteur agricole sont essentiellement internes¹⁸.

Ces mouvements de population s'accompagnent de phénomènes nouveaux, et plusieurs contributions du présent dossier signalent les changements qu'ils suscitent. Ils diffèrent des migrations du milieu du XIX^e siècle et du début du XX^e car, à cette époque-là, le Cône Sud accueillait un grand nombre de migrants européens — et asiatiques dans le cas du Pérou et du Brésil — qui s'établissaient dans le pays d'accueil dont ils participaient à la croissance économique et à sa construction en tant qu'État-nation. À présent, il s'agit avant tout d'une migration saisonnière qui suit des circuits très hétérogènes et prend des directions multipolaires. Elle est réversible et sa durée est variable, comment le signalent Mónica Bendini et Norma Steimbregger. Ce sont des mouvements de population qui s'adaptent à un type d'agriculture ayant de grands besoins en main-d'œuvre saisonnière.

La restructuration du processus productif, qui touche la plupart des secteurs, surtout les secteurs exportateurs, a suscité l'introduction de technologies de pointe dans la phase de production, mais aussi d'emballage et de conditionnement des produits, avec la possibilité de s'affranchir de la contrainte des saisons et de procéder à l'annualisation de la production. Autrement dit, les entreprises peuvent fonctionner toute l'année en raccourcissant ou en allongeant les cycles agricoles, comme le montrent N. Tadeo et P. Palacios pour la culture des agrumes en Argentine et S. M. Lara Flores pour la culture des agrumes. Il en découle la nécessité d'une demande permanente de travailleurs, embauchés cependant de façon temporaire et intermittente. C'est ainsi que se crée la figure du travailleur "saisonnier en permanence" ou du travail "en discontinuité permanente".

18. *Ibidem*.

Les conséquences de ces déplacements de main-d'œuvre sont multiples et revêtent des formes particulières selon le contexte social et culturel. Ils modifient les circuits migratoires traditionnels dans certaines régions qui mobilisaient, au cours de périodes bien précises, les travailleurs locaux et ceux qui venaient d'ailleurs, les migrants de l'intérieur ou ceux des pays limitrophes. Les cas argentins étudiés par Mónica Bendini et Norma Steimbregger ou par Nidia Tadeo et Paula Palacios montrent comment se sont modifiés les déplacements transfrontaliers de Chiliens et de Boliviens ; la complémentarité des circuits migratoires entre différentes régions change et/ou de nouvelles modalités d'insertion se font jour, comme l'illustre le cas analysé par Ana María Ciarallo : des familles boliviennes viennent s'installer dans la région de la Haute Vallée du fleuve Negro en qualité de métayers ou de fermiers sur des terres affectées à l'horticulture. Ces travailleurs, qui s'installent dans la région, se chargent de cultiver eux-mêmes des petites et moyennes propriétés en crise, menacées de démantèlement ou en phase de restructuration. En dépit de leur qualité d'étrangers, de leur statut de métayers et de leur passé de salariés agricoles, certains arrivent à devenir des producteurs indépendants.

La population migrante s'installe progressivement à proximité des enclaves d'agriculture intensive, et cela se vérifie à divers endroits. Nous voyons dans ce phénomène une stratégie des travailleurs qui, par le biais de la résidence, cherchent un point d'ancrage dans les différents lieux à travers lesquels ils circulent. Ils suivent parfois des circuits multipolaires qui établissent des connections entre les divers points de leur espace de circulation, entre les mouvements nationaux, les mouvements transfrontaliers et leur lieu d'origine, qu'ils ont pourtant dû laisser puisqu'il ne leur offrait aucun moyen de vivre ni de travailler. Le concept de circulation, selon Mónica Bendini et Norma Steimbregger, rend bien compte de la forme cyclique de ces déplacements qui n'entraînent pas forcément un changement définitif de résidence, même s'il arrive aux migrants de s'implanter dans l'un ou l'autre de leurs espaces de circulation.

Cette installation de travailleurs venant d'ailleurs aux abords des territoires destinés à la production sous forme de cultures intensives a, de toute évidence, un impact important sur la manière dont l'espace se constitue car elle modifie son mode d'occupation. Cet espace accueille maintenant des réseaux de solidarité, en général fondés sur des liens tissés en référence à leur lieu d'appartenance, comme la région d'Oaxaca dans le nord-est du Mexique, situation que nous étudions dans notre contribution. Parfois, les migrants cherchent au contraire à

s'intégrer en renforçant leurs attaches avec le lieu de résidence et ses habitants, ce que font les Boliviens en Argentine (Ana María Ciarallo). Les réseaux qui se forment leur ouvrent un univers de relations et élargissent leurs possibilités d'insertion dans les divers secteurs du marché du travail : bâtiment, services, petit commerce, même s'il s'agit d'emplois précaires. Cette nouvelle mobilité concerne aussi des travailleurs qui vivent dans des villes et qui se déplacent vers les enclaves agricoles. Mónica Bendini et Norma Steimbregger expliquent cette situation par le dépeuplement progressif des zones rurales, l'augmentation de la demande de saisonniers dans l'agriculture et la croissance du chômage urbain.

En adoptant une dimension internationale au Mexique, les déplacements de migrants ont varié dans leur direction et leur composition. Les anciennes zones que désertaient les habitants et qui approvisionnaient l'agriculture moderne en main-d'œuvre paysanne d'origine indienne sont aujourd'hui connectées aux circuits de la migration internationale. C'est le cas des saisonniers travaillant dans l'horticulture du Nord-Est que nous analysons dans notre contribution, ou dans la culture du gombo dans l'État de Morelos étudiée par Kim Sánchez et Adriana Saldaña. Toutefois, les Indiens qui participent dans l'État fédéral mexicain de Nayarit à la récolte et à la transformation du tabac destiné aux grandes entreprises transnationales installées dans le pays n'ont pas ce choix d'émigrer vers les États-Unis et doivent endurer des conditions de vie et de travail extrêmement précaires (Horacio Mackinlay).

En résumé, divers processus sont à l'œuvre dans les régions d'agriculture intensive : extension du travail salarié ; augmentation des emplois temporaires et saisonniers ; urbanisation des travailleurs ruraux ; augmentation de la pluriactivité parmi les travailleurs agricoles ; précarisation de l'emploi rural ; entrecroisement des circuits de migration interne et internationale.

Précarisation de l'emploi agricole et conditions de vie des travailleurs migrants

Au cours de ces dernières décennies, l'emploi agricole a montré une tendance à la baisse. Sans aucun doute, les réformes structurelles réalisées par la plupart des pays latino-américains à la fin des années 80 et au début des années 90 n'ont pas bénéficié à l'agriculture,

en particulier aux cultures traditionnelles ou aux secteurs faiblement capitalisés.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la population économiquement active (PEA) dans l'agriculture latino-américaine, qui se situait en 1990 autour de 44 800 000 personnes, montre vers 1995 une tendance à la baisse de l'ordre de 0,4 % par an. D'après les projections, seuls la Bolivie, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou et le Salvador verraient leur PEA agricole augmenter entre 2000 et 2010. Mais la part de la PEA agricole dans la PEA totale, qui est actuellement de 26 %, continuerait à diminuer dans tous les pays et ne serait que de 16 % en 2010¹⁹.

Par ailleurs, si on fait l'agrégat de tous les recensements agricoles des pays d'Amérique latine réalisés au cours des dernières décennies, on constate que la moitié des producteurs ont des propriétés inférieures à cinq hectares, d'où cette augmentation de la part des salariés dans la population économiquement active agricole. Selon la CEPAL, en 1996, près de 14 millions de travailleurs agricoles étaient des salariés, soit 34,1 % de la main-d'œuvre agricole totale ; ils sont actuellement environ 41 millions²⁰. En Argentine, au Chili, en Uruguay, en Colombie et au Mexique, les salariés agricoles dépassent en nombre ceux qui travaillent dans le cadre de la propriété familiale. En Amérique centrale, les salariés représentent 49 % de la main-d'œuvre agricole en 2000²¹.

La croissance de l'emploi agricole salarié s'explique par le développement de grands complexes axés sur l'agriculture intensive au détriment de la petite production paysanne. Ainsi cohabitent, d'une part, une nouvelle classe d'entrepreneurs agricoles, de fonctionnaires ou de diplômés provenant souvent des pays développés et, d'autre part, une masse mouvante de travailleurs migrants, originaires des régions les plus pauvres de l'intérieur de chaque pays ou des pays limitrophes et qui vivent et travaillent dans la précarité.

En Argentine et au Mexique nous voyons se mêler, jusqu'à se confondre, des travailleurs agricoles qui migrent des pays voisins et les travailleurs migrants de l'intérieur. En Argentine, notamment, les

19. Cf. DIRVEN, Martine, "Empleo agrícola en América Latina y el Caribe : análisis del 25% de la PEA", *Revista Paraguaya de Sociología*, n° 100, diciembre 1997, pp. 163-196.

20. *Ibidem*.

21. Cf. ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO, *Seguridad y salud en la agricultura*, 2000, www.ilo.org/public/spanish/standards/relm/ilc88/rep-vi-1.htm.

Boliviens se fondent dans le groupe des *Norteños*, selon Mónica Bendini et Norma Steimbregger, et les Centraméricains passent inaperçus au milieu des habitants du sud du Mexique, les *Sureños*. Il s'agit, dans les deux cas, d'occulter leur statut d'étranger pour éviter les discriminations d'ordre ethnique et les contrôles policiers. Les différences entre les deux types de travailleurs, qu'il s'agisse de nationaux ou d'étrangers, peuvent aisément être masquées par les ressemblances de leur situation marquée par la pauvreté, la précarité et la discrimination.

Cette forme d'agriculture intensive, affirment Mónica Bendini et Norma Steimbregger, fait coexister, de façon paradoxale, une modernisation de la production et des conditions de travail qu'on aurait cru disparues. La contribution de Maria Aparecida de Moraes Silva fait également le constat du recours au travail que l'on pourrait qualifier de travail esclave par les usines de transformation de la canne à sucre dans la région de Riberão Preto (État brésilien de São Paulo), ville considérée comme « la capitale mondiale de l'éthanol » où opèrent plus de 500 entreprises, dont CARGIL, Global Foods et USIAN au capital transnational.

L'augmentation des rendements des produits agricoles cultivés dans les régions étudiées s'obtient à travers l'intensification du travail, l'imposition de quotas de productivité et le paiement à la tâche, une modalité qui exige des travailleurs une forte autodiscipline s'ils veulent accroître leurs marges de productivité et augmenter leurs revenus. À cela s'ajoute le contrôle de qualité que mettent en œuvre les entreprises exportatrices pour s'ajuster aux normes internationales.

M. A. de Moraes Silva décrit des conditions de travail extrêmes qui peuvent conduire à la mort de coupeurs de canne à sucre soumis à des pressions visant à augmenter leur productivité (21 morts entre 2004 et 2007). Elle indique qu'en 1980 la productivité moyenne exigée de chaque travailleur était de cinq à six tonnes de canne coupée par jour ; en 1990, cette moyenne s'élevait à 10 tonnes et elle est actuellement de 12 à 15 tonnes. Pour la récolte d'oranges, aucune moyenne de production n'était exigée auparavant ; aujourd'hui, il faut récolter 70 caisses par jour. Dans le nord-ouest du Mexique, grâce à l'augmentation des rendements dans la culture maraîchère, les entreprises ont fait croître de 65 % la productivité du travail entre 1985 et 1995²².

22. Cf. CARTON de GRAMMONT, Hubert ; LARA, Sara María, "Características de las empresas y el empleo en la horticultura de exportación mexicana", in : STEIMBREGGER, Norma ; RADONICH, Martha (coordinadoras), *Reestructuraciones sociales y cadenas agroalimentarias*, Buenos Aires : Editorial La Colmena, 2007, pp. 185-190.

María Aparecida de Moraes Silva considère que les conditions de travail dans les usines de canne à sucre s'apparentent à de l'esclavage ; les travailleurs se retrouvent en effet immobilisés par les dettes qu'ils ont contractées en quittant leur village d'origine et sont retenus sur place comme des prisonniers. Leur incapacité à rembourser les prêts en raison des bas salaires leur impose des comportements de soumission physique et morale, surtout face à ceux qu'on appelle les "gatos", ces recruteurs chargés d'embaucher les travailleurs.

Comme il s'agit d'une population de migrants, les recruteurs — des intermédiaires entre les travailleurs et les employeurs — jouent un rôle important, constituant un dénominateur commun des conditions de travail dans ce type d'agriculture. Leur rôle ne se limite d'ailleurs pas à mettre en relation l'offre et la demande. Outre l'embauche des travailleurs, ils doivent contrôler leur travail, appliquer diverses mesures coercitives pour intensifier la productivité, garantir la qualité du travail et même assurer une surveillance dans les lieux où ils habitent.

Les textes réunis dans le présent dossier évoquent tous la précarité du travail et la médiocrité des conditions d'emploi dans la majeure partie des régions où se pratiquent des formes intensives d'agriculture : travail "au noir" ou sans contrat, bas salaires, absence de prestations sociales, instabilité des emplois, indigence des services médicaux, exposition aux produits chimiques, insalubrité des conditions de vie et de travail. Le cas analysé par Horacio Mackinlay concernant la production du tabac sur la côte du Nayarit au Mexique illustre bien cet environnement insalubre. Il s'agit d'une activité dominée par de grandes multinationales, comme Philip Morris et British American Tobacco, qui s'appuient sur de petits producteurs sous contrat. Le recours intensif aux produits chimiques qui caractérise cette culture fait atteindre des seuils intolérables à la pollution de l'environnement et les risques pour la santé de ceux qui les manipulent ou de ceux qui vivent aux alentours sont majeurs. Toute la responsabilité est laissée aux producteurs.

La pollution de l'environnement et les mauvaises conditions de travail ont été dénoncées à l'échelle nationale et internationale, mais les entreprises en font peu de cas. Horacio Mackinlay estime que la responsabilité est partagée entre les entreprises, les petits producteurs et les travailleurs eux-mêmes dans la mesure où ces derniers ne respectent pas les normes d'utilisation des produits chimiques employés. Le problème concerne aussi les conditions de vie des travailleurs migrants puisqu'ils vivent sur leur lieux de travail.

María Aparecida de Moraes Silva souligne la précarité et même la déshumanisation des conditions de logement des travailleurs : des baraques recouvertes de bâches en plastique, de vieilles maisons utilisées pour le stockage des marchandises infestées de rats, de puces, de cafards, etc. ; des cabanes humides, ajoute Horacio Mackinlay, non protégées du froid ou de la chaleur que les Indiens eux-mêmes construisent en plein champ pour s'abriter des intempéries. Par ailleurs, ces travailleurs utilisent les récipients qui contenaient les produits chimiques pour transporter l'eau nécessaire à leur usage domestique, ce qui aggrave les intoxications dont souffrent les travailleurs et leurs familles.

Cette forme d'agriculture a recours au travail d'enfants et de femmes en grand nombre fournis par les familles des travailleurs indiens, comme le montrent les cas mexicains analysés par Kim Sánchez et Adriana Saldaña ou par nous-même. María Aparecida de Moraes Silva, pour sa part, met l'accent sur les différences ethniques et "raciales" qui segmentent les travailleurs agricoles et limitent leur capacité à s'organiser en tant que classe. Mónica Bendini et Norma Steimbregger soulignent le rôle de l'État dans la régulation des flux migratoires transfrontaliers qui sont facilités ou freinés en fonction des priorités des entreprises. Autrement dit, la gestion de la main-d'œuvre tient compte des fragilités sociales de certains groupes dues à des caractéristiques ethniques, à la couleur de la peau, au statut d'étranger, à l'âge quand il s'agit des enfants et au genre lorsqu'il s'agit des femmes.

En guise de synthèse

Le dossier que propose *Migrations Société* dans la présente livraison réunit un ensemble de travaux qui tous soulignent l'importance acquise dans le domaine migratoire par la production de certaines cultures destinées principalement à être exportées ou transformées par les grandes entreprises, des multinationales dans certains cas.

Certes, grâce aux statistiques disponibles sur la migration en Amérique latine, on peut établir à grands traits tant les pays qui se constituent en pôles de fourniture de main-d'œuvre que ceux qui exportent des travailleurs. Il existe des données sur le type et le profil des secteurs de production où s'intègrent les migrants, mais les contributions réunies dans le présent dossier vont au-delà, dévoilant une série de processus liés à ces mouvements de population, leur complexité, leur signification dans les stratégies de reproduction des migrants et

de leurs familles, la précarité de leurs conditions de travail et, enfin, la médiocrité des logements fournis par les employeurs.

Cet ensemble présente comme un tout le dynamisme de ces enclaves agricoles au fonctionnement capitaliste, l'hétérogénéité des mouvements de population qu'elles suscitent ainsi que la façon dont s'organisent et se réorganisent les territoires en réponse aux logiques des marchés mondialisés d'un côté et aux stratégies des acteurs locaux eux-mêmes de l'autre. Il contribue ainsi à donner de la visibilité à cette forme peu connue de migration.

Traduit de l'espagnol (Mexique) par Hélène LE DOARÉ



LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS DANS LES ESPACES DE PRODUCTION DU NORD DE LA PATAGONIE

Des migrations frontalières aux mouvements internes de population

Mónica Isabel BENDINI*
Norma Graciela STEIMBREGER**

Pendant des siècles les produits alimentaires ont circulé à travers les divers continents, mais ce n'est que récemment que cet échange à l'échelle mondiale s'est intensifié et diversifié. Les pays périphériques ont donné la priorité aux exportations, en particulier de produits agricoles de qualité, adaptant leur production aux exigences externes et aux critères de compétitivité du marché mondial. Les territoires s'organisent et se réorganisent pour tenir compte de la demande, qui modèle les normes de production, ainsi que des besoins en qualité et en variété d'une consommation exogène. C'est ainsi que se met en place un flux intense de produits alimentaires depuis les lieux de production — situés principalement dans les régions ou les pays moins développés — vers les lieux de consommation où la population à hauts revenus exige des produits de qualité. Or ce phénomène a un impact sur les communautés rurales et les acteurs dans les zones de production et des conséquences sur l'économie, la culture, la santé publique et l'environnement de ces régions.

* Enseignante, directrice de recherche et chercheuse, Grupo de estudios sociales agrarios (GESA) ; elle dirige le cursus de doctorat en sociologie d'agriculture latino-américaine, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad Nacional del Comahue, Argentine.

** Enseignante, Département de géographie, Facultad de Humanidades, chercheuse, Grupo de estudios sociales agrarios (GESA), Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad Nacional del Comahue, Argentine.

Ce travail se base sur les matériaux réunis pour les projets GESA : "Tramas sociales y organización de la agricultura. Actores colectivos e institucionales en la fruticultura valdequina" (D-057 Secretaría de Investigación de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad Nacional del Comahue) et "Trabajadores migrantes en regiones agrícolas de exportación" (PICT 36146, ANPCyT). Une version préliminaire a été présentée aux Cuartas jornadas interdisciplinarias de estudios agrarios y agroindustriales, FCE-UBA, 2005, et au V^e Congreso nacional de la Asociación mexicana de Estudios del trabajo, Oaxtepec, 2006.